



## PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

4, allée Brancas, aile droite  
à Nantes

### MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les constatations faites le 20 novembre 2023, par un agent du Service Risques et Crises de la Ville de Nantes, de la dégradation du plafond de l'appartement situé au droit de la cheminée et de la présence d'étais soutenant la cheminée dans l'appartement du 4<sup>e</sup> étage situé au 4, allée Brancas à Nantes,

**Considérant** les risques résiduels de chute d'éléments de la cheminée sur la voie publique,

**Considérant** de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

### ARRÊTE

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à la réalisation complète des mesures propres à garantir la sécurité publique, l'accès au périmètre de sécurité matérialisé par des barrières devant l'aile droite du 4, allée Brancas à Nantes, **est interdit**.

**Article 2** - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès à l'ensemble du périmètre de sécurité est autorisé à tous professionnels et experts mandatés par les parties intéressées et équipés de protections individuelles de sécurité.

**Article 3** - La surveillance de l'ensemble du dispositif et de la signalisation incombe à la Police Municipale.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié au syndic en charge de sa diffusion auprès des propriétaires et locataires.

**Article 5** - Le présent arrêté sera affiché sur place par des agents de la Ville de Nantes.

**Article 6** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et de Nantes Métropole et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 21 novembre 2023

Pascal BOLO

L'Adjoint délégué,  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 21 novembre 2023

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par courrier postal à l'attention de la Direction risques et protection des populations de Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

Accusé de réception en préfecture  
044-214401093-20231121-2023SRC-64-AR  
Date de télétransmission : 21/11/2023  
Date de réception préfecture : 21/11/2023

2023SRC64